Travailler en équipe, remettre en cause le paiement à l'acte.

Publié le 20 janvier 2023 par André Grimaldi

COURRIER DU PR ANDRÉ GRIMALDI

Chers toutes et tous,

La crise de notre système de santé a deux raisons essentielles :

- Ses deux modèles, l'hôpital entreprise payé à la T2A et la médecine libérale solitaire en cabinet payée à l'acte ne répondent de façon satisfaisante ni à l'épidémie des maladies chroniques ni aux missions de santé publique.

- Une régulation (limitation) des dépenses à la fois par le marché (dépassements d'honoraires et assurances privées) et par l'Etat (diminution de l'offre et limitation des tarifs remboursés par la Sécu) en l'absence de toute réelle politique pour l'amélioration de la pertinence des actes et des prescriptions.

Les libéraux "canal historique" veulent faire tourner la roue de l'histoire à l'envers en défense du "libre commerce". Ils demandent la suppression des forfaits "santé publique et structure" et réclament "la facilitation de l'accès au secteur 2" à honoraires libres. Ayant du mal à justifier l'augmentation de leurs revenus (se situant, charges déduites, entre 90 000 euros par an pour les généralistes et 400 000 pour les radiothérapeutes voir ci joint), ils justifient leur demande de doublement du tarif remboursé de la consultation par leur souhait d'embaucher des infirmiers et des assistants dont ils seraient les patrons selon le modèle du petit commerce. Contrairement aux médecins hospitaliers qui se mobilisent pour la revalorisation, la formation et l'amélioration des conditions de travail des paramédicaux, les archéolibéraux n'avancent aucune revendication pour développer le travail d'équipe pluriprofessionnelle. Le travail d'équipe nécessite en effet une nouvelle répartition des tâches

pour des objectifs fixés en commun et suppose de sortir du tout paiement à l'acte. Au contraire, ils sont hostiles à la délégation de tâches médicales, aux infirmières de pratique avancée, aux pharmaciens et aux kinés (voir ci joint). De même qu'ils sont hostiles à l'obligation de gardes ou d'un temps de travail dans des déserts médicaux.

Quant aux formes de lutte, la grève des soins en période d'épidémies et de vacances, justement dénoncées par l'urgentiste Christophe Prud'homme insoumis CGT, membre de l'Institut Bizard, elles sont au contraire promues par Jérôme Marty président de l'Union française pour une médecine libre (UFML), généraliste par ailleurs directeur de la clinique Saint-Roch et membre du même Institut Bizard.

Moralité: ne faut-il pas avancer avec les jeunes médecins qui veulent travailler en équipe pluriprofessionnelles (MSP, centres de santé, CPTS) et souhaitent remettre en cause le tout paiement à l'acte, en négociant avec eux un conventionnement spécifique avec la Sécurité sociale?